



COMMUNIQUÉ

DE NOUVELLES COUPES DANS LES DÉPENSES PUBLIQUES SYNONYMES D'AUSTÉRITÉ RENFORCÉE

A la suite de la remise du rapport GALLOIS, Jean-Marc AYRAULT a rendu publiques les principales décisions gouvernementales constitutives du « *pacte de compétitivité* ».

Si le « *coût du travail* » est présenté comme trop élevé, sans que rien ne vienne étayer cette fallacieuse affirmation, pas un mot sur le coût du capital qui monopolise des sommes folles pour une efficacité sociale nulle et qui, accessoirement, a provoqué la crise majeure qui frappe les populations du monde.

S'il est question « *de redonner des marges de manœuvre à nos entreprises* », c'est le silence total sur les dividendes vertigineux versés aux actionnaires, multipliés par vingt ces trente dernières années, et supérieurs aujourd'hui aux sommes consacrées à l'investissement par les entreprises.

Une telle logique, sensible aux sirènes du MEDEF, ne saurait être celle de la CGT.

D'autant qu'une des conséquences notoires qu'en tire le Premier ministre, c'est « *l'allègement de vingt milliards d'euros du coût de travail* ».

Et, pour ce faire, « *dix milliards d'euros d'économies supplémentaires dans les dépenses publiques* » sont à l'ordre du jour. Rappelons que dix milliards avaient été supprimés dès cet été.

Alors que, chaque année, 170 milliards d'euros sont accordés par la puissance publique sous forme d'aides, d'abattements et d'exonérations en faveur des entreprises pour un résultat consternant, ce n'est pas sur ces sommes que des économies sont envisagées.

Non, c'est bien sur le fonctionnement des services publics, sur les dépenses socialement utiles à toute la population, sur le dos des agents de la Fonction publique que cette coupe drastique est programmée. C'est-à-dire, là où les cinq années de l'ère SARKOZY ont déjà fait de lourds ravages.

Dans de telles conditions, comment mettre fin réellement à la RGPP ? Comment renforcer et développer les services publics dont nous avons tant besoin ? Comment répondre aux légitimes exigences en matière salariale ?

Il est vraiment urgent de changer de cap.

Plus que jamais, pour la CGT, cela passe par l'intervention des salariés.

C'est en ce sens que nous appelons tous les agents de la Fonction publique à participer massivement à la journée de mobilisation européenne du 14 novembre.

Montreuil, le 8 novembre 2012